



## Un réseau de renseignement antinazi au service de la République espagnole (1936-1939)

Jean-François Berdah

### ► To cite this version:

Jean-François Berdah. Un réseau de renseignement antinazi au service de la République espagnole (1936-1939) : Le mouvement Neu Beginnen et le Servicio de Información Diplomático Especial (SIDE). Frédéric Guelton et Abdil Bicer. Naissance et évolution du renseignement dans l'espace européen (1870-1940), Service Historique de la Défense, pp.295-322, 2006. hal-00375143

**HAL Id: hal-00375143**

**<https://hal.science/hal-00375143>**

Submitted on 13 Apr 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Un réseau de renseignement antinazi au service de la République espagnole (1936-1939) : Le mouvement *Neu Beginnen* et le *Servicio de Información Diplomático Especial (SIDE)*"**

**Jean-François Berdah  
Université Toulouse II-Le Mirail**

Le déclenchement de l'insurrection militaire au Maroc, puis dans la Péninsule, les 17 et 18 juillet 1936, et l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement républicain de contrecarrer l'avance des forces rebelles dans le Nord et en Andalousie créent une situation inédite et dangereuse pour la jeune République espagnole, incapable de faire face seule au complot militaire orchestré par la junte que dirige nominalelement le général Sanjurjo et plus concrètement le général Mola<sup>1</sup>. Le danger ne vient pas tant de la junte elle-même, dont le soulèvement est au mieux un demi-succès durant les premiers jours, mais du risque encouru si les forces rebelles obtiennent l'appui des puissances de l'Axe dans leur combat contre la République. De fait, après bien des hésitations, l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste acceptent d'octroyer une première aide aux Nationalistes entre le 25 et le 28 juillet sous la forme d'avions de transport et de munitions qui vont servir d'une part au transfert aérien de l'armée du Maroc vers la Péninsule et d'autre part à la poursuite de l'effort de guerre appelé à durer bien au-delà des prévisions initiales.

Si le gouvernement de Front populaire dirigé par José Giral peut compter sur des forces nombreuses, sur les centres vitaux du potentiel industriel espagnol, notamment les usines d'armement demeurées pour l'essentiel dans le camp républicain - Trubia, Reinos et Placencia de las Armas -, ainsi que sur une grande partie du matériel de guerre, dont la flotte, presque entièrement en son pouvoir, le contrôle par les Nationalistes du Maroc, des Baléares et des Canaries, ainsi que des territoires frontaliers du Portugal assurent à ces derniers un avantage stratégique certain qui menace à terme la survie de la République. Dans ce contexte, la nécessité d'obtenir des armes de l'étranger se présente pour les autorités de Madrid comme le principal, sinon comme l'unique moyen de renverser l'équilibre précaire des forces.

Si le premier réflexe avait consisté à s'adresser à la France dès le 19 juillet, parce qu'une amitié personnelle unissait plusieurs des dirigeants espagnols et français, et surtout parce qu'un accord bilatéral signé en décembre 1935 autorisait l'Espagne à faire appel à la

---

<sup>1</sup> Connu sous le pseudonyme de *el Director*, Emilio Mola avait été dès la première heure le principal organisateur du coup d'État. Francisco Franco ne rejoindra la junte militaire qu'assez tardivement

solidarité républicaine en cas de besoin<sup>2</sup>, le Front populaire va s'efforcer très vite de multiplier ses sources d'approvisionnement. D'une part, en raison d'une opinion française très divisée sur l'opportunité de venir en aide à l'Espagne républicaine et d'autre part, à cause de l'embargo sur l'exportation d'armes décidé par le conseil des ministres, le 25 juillet, contre l'avis de Léon Blum et des adversaires de la non-intervention.

Le choix de la Tchécoslovaquie allait de soi étant donné qu'il s'agissait d'une démocratie très proche de la République espagnole dans sa structure et dans ses choix politiques<sup>3</sup>, qui plus est d'un pays isolé, encerclé par des nations hostiles, à commencer par l'Allemagne nazie, dont la position stratégique au centre de l'Europe pouvait s'avérer capitale pour s'assurer d'une source d'informations sur les mouvements et actions du régime hitlérien. L'intérêt premier du Front populaire pour la Tchécoslovaquie ne résidait pourtant pas à l'origine dans sa position pivot en Europe centrale, mais bien plutôt dans le fait que ce pays possédait l'une des premières industries d'armement de l'époque et qu'elle occupait même le rang de premier exportateur mondial, avec un volume équivalent à 30 % du total des ventes<sup>4</sup>. Avec des entreprises telles que Škoda et sa branche aéronautique Avia, CKD et ZB (Zborojovka), la Tchécoslovaquie pouvait compter sur une production de masse de haute qualité qui touchait aussi bien à la fabrication d'avions de chasse et de bombardement, qu'à celle des chars blindés, mitrailleuses, fusils et munitions de tous calibres<sup>5</sup>. Certes, la Tchécoslovaquie avait signé l'accord de non-intervention proposé par la France, le 3 septembre, mais peut-être était-il possible de convaincre le gouvernement tchèque, notamment Eduard Beneš dont les sympathies pour le Front populaire n'étaient un secret pour personne, de commercer avec la République et de lui vendre les armes requises.

Considérant comme indispensable la présence sur place d'une représentation diplomatique républicaine, le gouvernement de Madrid nomma officiellement Luis Jiménez de Asúa à la tête de la légation de Prague, en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre

---

<sup>2</sup> Cet accord bilatéral de commerce et de navigation avait été signé à Madrid par Georges Bonnet, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le 21 décembre 1935. Une disposition confidentielle se trouvait en annexe par laquelle l'Espagne s'engageait à acheter des armes à la France pour un montant de vingt millions de francs en cas de menace intérieure ou extérieure. Le caractère secret de cette lettre n'avait cependant qu'une faible valeur légale en regard de la constitution républicaine.

<sup>3</sup> La Tchécoslovaquie était une république démocratique qui devait faire face, comme en Espagne, à des minorités nationales et à des oppositions intérieures fortes, comme celle des Églises opposées à la laïcisation de l'État. Toute comme la République espagnole, la République tchécoslovaque avait aussi développé une politique active en faveur de la sécurité collective dans le cadre de la SDN à Genève, et avait même rejoint le groupe des Huit animé par Salvador de Madariaga en 1932.

<sup>4</sup> Comme le déclara lui-même le vice-ministre des Travaux Publics, le Dr. P. Cermak : « Sans exportations d'armes, notre pays ne pourrait pas survivre plus d'un mois ». Gerald Howson, *Armas para España. La historia no contada de la Guerra Civil española*, Barcelone, 1998, p. 215.

<sup>5</sup> Ibid. p. 218.

plénipotentiaire en Tchécoslovaquie<sup>6</sup>. Plusieurs facteurs d'importance se conjuguèrent dans le choix de ce dernier. Luis Jiménez de Asúa était tout d'abord une personnalité marquante du Parti socialiste espagnol (P.S.O.E) depuis les débuts de la Seconde République en 1931. Il appartenait à cette génération intellectuelle brillante qui avait voyagé à travers l'Europe avant guerre et qui de ce fait possédait une connaissance approfondie des grandes démocraties occidentales. Juriste de formation, il avait notamment étudié à Iéna en Allemagne, et c'est tout naturellement que l'on avait fait appel à lui pour participer à la rédaction de la Constitution républicaine. Rien de surprenant donc si cette constitution présentait des traits de ressemblance frappants avec celle de Weimar dont les emprunts étaient clairement visibles et assumés. Outre sa renommée et ses compétences linguistiques, Jiménez de Asúa jouissait de la confiance du ministre des Affaires étrangères, Julio Álvarez del Vayo, également membre du P.S.O.E., et plus largement du gouvernement pour lequel il avait déjà servi d'intermédiaire de juillet à août 1936 lors des discussions avec le gouvernement de Léon Blum à propos des achats d'armes<sup>7</sup>.

Jiménez de Asúa quitta Paris pour Prague le 13 octobre 1936 après avoir longuement discuté de sa mission avec Luis Araquistain, le principal négociateur de la République en France pour l'achat d'armes. Son premier rapport au ministère, en date du 19 octobre, fait état de la très difficile situation politique sur place liée à l'abandon de poste de l'ancien ministre plénipotentiaire, Luis García Guijarro, et à son remplacement improvisé par Gaspar Sanz y Tovar qui avait fait de la légation espagnole un centre de propagande en faveur des Nationalistes<sup>8</sup>. Malgré la présence d'éléments hostiles à la République espagnole et de journalistes, Sanz y Tovar accéda à la demande de Jiménez de Asúa lui enjoignant de quitter la légation séance tenante, ce qu'il fit dans l'après-midi. Une fois maître des lieux, Jiménez de

---

<sup>6</sup> La Tchécoslovaquie ne faisait pas partie du nombre réduit de pays – huit dans le cas de l'Espagne – qui comptaient au plan international. De ce fait, la représentation diplomatique espagnole se limitait à la présence d'une légation. Sur la diplomatie espagnole voir Jean-François Berdah, "Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939)", *Bulletin d'Histoire de l'Espagne contemporaine*, n°28-29, décembre 1998-juin 1999, pp. 83-119.

<sup>7</sup> Voir son témoignage dans Pierre Renouvin et René Rémond (Dir.), *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, Paris, 1981, pp. 409-411.

<sup>8</sup> ALJA-FPI (Archivo de Luis Jiménez de Asúa, Fundación Pablo Iglesias), 442-2, *Informe n°1*, 19 octobre 1936. Cette situation n'avait pas été exceptionnelle après le 18 juillet 1936. Au contraire, selon les données d'Álvarez del Vayo, ce sont près de 90 % des diplomates qui avaient abandonné leurs postes pour des raisons personnelles ou politiques. Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté. Mémoires d'un optimiste*, Paris, 1963, p. 248. À titre d'exemple, l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, Francisco Agramonte, devait recevoir une lettre de Francisco Serrat, ancien ambassadeur en Pologne et chef de la *Secretaría de Relaciones Exteriores del Gobierno de Burgos* au début du mois de septembre confirmant l'adhésion partielle ou totale des légations de Helsingfors (Helsinki), Tallin, Riga, Stockholm, Copenhague, Prague, Vienne, Budapest, Bucarest, Sofia, Athènes, Belgrade et Ankara à la cause nationale. AMAE (Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores), P349 E24437, *Lettre de Serrat à Agramonte*, 4 septembre 1936.

Asúa constata cependant que la « situation économique » était « absolument désastreuse », les salaires des employés et les factures n'ayant pas été payés depuis des mois, et les caisses de la légation étant complètement vides. Tout au plus disposait-il, en incluant son secrétaire, de 2 000 francs et d'environ 1 000 pesetas, soit environ 200 dollars, pour couvrir ses premières dépenses, une bien maigre somme en attendant que les premiers fonds de Madrid parviennent jusqu'à Prague<sup>9</sup>.

En dépit des entrevues officielles, qui lui permettent de rencontrer le ministre des Affaires étrangères tchèque, Kamil Krofta, dès le 19 octobre, l'achat officiel d'armes n'était pas sans présenter de réelles difficultés, car selon Beneš lui-même toute vente devait d'abord passer par l'autorisation du ministre de la Défense nationale, František Machník. Or, l'appartenance de ce dernier au Parti agrarien conservateur rendait cette opération parfaitement impossible, ou pour le moins aléatoire<sup>10</sup>. Le hasard voulut que Jiménez de Asúa entrât en contact avec Leopold Kulcsar, un agent qui avait déjà travaillé pour le compte du gouvernement espagnol à Paris au cours des mois précédents et qui se proposait de servir d'intermédiaire pour l'achat d'armes. Il disposait, selon ses dires, d'un permis d'exportation vers la Turquie et était prêt à passer commande au nom de l'Espagne républicaine d'un important matériel qui portait ni plus, ni moins que sur 10 tanks, 37 canons de 75mm, 36 canons de 37mm, l'équipement complet de trois compagnies (fusils, mitrailleuses, cuisines...), ainsi que 23 avions de chasse rapides équipés chacun de quatre mitrailleuses<sup>11</sup>.

Leopold Kulcsar était semble-t-il un homme en qui l'on pouvait avoir confiance. Son travail de propagande en faveur de la République, ainsi que les renseignements confidentiels obtenus sur les livraisons d'armes à destination du camp nationaliste, faisaient de lui un collaborateur précieux<sup>12</sup>. Il avait été remarqué par Álvarez del Vayo, puis avait travaillé très étroitement avec lui, au point de devenir l'un de ses hommes de confiance, raison pour laquelle il avait jugé utile de l'adresser à la légation de Prague où il devait bientôt mettre sur pied un réseau de renseignements au service de la République espagnole<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup> ALJA-FPI, 442-2, op. cit.

<sup>10</sup> ALJA-FPI, 442-3, *Informe* n°2, 29 octobre 1936.

<sup>11</sup> ALJA-FPI, *ibid.*

<sup>12</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre, Leopold Kulcsar apporta la preuve que des émissaires nationalistes étaient en tractation très sérieuse avec les usines Škoda dans le but d'obtenir de l'armement, des munitions et des mitrailleuses. Voir ALJA-FPI 449-5, 4 janvier 1937.

<sup>13</sup> «Comme vous le savez, Leopold Kulcsar (...) fut la personne chargée par vous à l'origine de la propagande et de l'information. À votre demande, ce service a été centralisé à la légation, et Kulcsar, à l'occasion de fréquents voyages que je lui règle, m'informe de ce qui se passe et de la propagande qu'il dirige en Autriche, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, etc. Cet homme m'a toujours semblé loyal et doté d'une grande intelligence... ». ALJA-FPI, 442-9, *Informe* n°8, 21 décembre 1936.

Selon les informations recueillies par Jiménez de Asúa, Leopold Kulcsar était d'origine tchèque et vivait à Brno ; sa femme, Ilse, avait travaillé pour le compte du gouvernement de Valence à la section de propagande du ministère d'État<sup>14</sup>. L'ignorait-il ou feignait-il de l'ignorer, le fait est que Jiménez de Asúa ne connaissait qu'une partie de la vie de Leopold Kulcsar et de sa femme<sup>15</sup>. Leopold Kulcsar était en réalité né en 1900 en Autriche et avait appartenu très jeune au mouvement ouvrier. Emprisonné en 1918, il rejoignit le Parti communiste autrichien (KPÖ) au début des années vingt, avant de le quitter en 1925-1926 à la suite de violentes scissions internes. Sans doute, comme nombre de jeunes militants communistes et sociaux-démocrates, Leopold Kulcsar avait pris conscience du danger de la division du mouvement ouvrier face au fascisme et défendait le principe d'un front uni, préalable indispensable à une future réunification du parti prolétarien. Cela l'amena nécessairement à contester la ligne officielle du parti qui s'opposait de la façon la plus brutale aux "sociaux-traîtres", quitte à soutenir l'action du NSDAP dans les élections locales<sup>16</sup>. De son côté, le parti social-démocrate autrichien, nourri par l'austro-marxisme d'Otto Bauer, s'inscrivait dans la plus pure tradition démocratique, rejetant farouchement toute possibilité de rapprochement avec le KPÖ et « préconisant une attitude purement défensive » vis-à-vis du fascisme, politique qui allait amener « la classe ouvrière autrichienne de 1927 à 1934 à une série de capitulations, qui ont progressivement paralysé son ardeur combative » et entraîné sa défaite face au pouvoir autoritaire du chancelier Dollfuss<sup>17</sup>.

Il est très probable que Leopold Kulcsar a rejoint très vite l'organisation *Neu Beginnen* créée en 1929<sup>18</sup>. Il s'agissait à l'origine du regroupement de jeunes sociaux-démocrates et de

---

<sup>14</sup> En d'autres termes, le ministère des Affaires étrangères. ALJA-FPI, 442-8, *Informe N°7*, 10 décembre 1936. «...d) La mission de Kulczar (sic). Vous savez bien qui il est. Au moins le responsable de l'information au ministère d'État connaît non seulement Kulczar (sic), mais aussi sa femme qui travaille à Valence dans la section de propagande. Comme il s'agit d'un homme bénéficiant de votre confiance, et qu'il me semble à moi aussi une personne à qui l'on peut se fier, je lui ai confié 1) toute la propagande en Pologne, où certains amis lui disent que la presse polonaise de gauche est favorable à accepter des informations non socialistes, mais germanophobes ; 2) la propagande en Europe que Kulczar conduit avec un ami sûr, par qui nous pourrions peut-être obtenir des informations sur les activités du gouvernement hongrois...». ALJA-FPI, 442-8, op. cit.

<sup>15</sup> C'est le cas également des historiens qui se sont intéressés à l'espionnage républicain qui ne mentionnent que quelques données générales. Tout au plus est-il pour certains un journaliste socialiste autrichien. Voir G. Howson, op. cit., p. 227 et Marina Casanova, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, 1996, pp. 81-82.

<sup>16</sup> Voir Wilhelm Hoegner, *Die verratene Republik. Deutsche Geschichte, 1919-1933*, Francfort, 1989, pp. 320-339.

<sup>17</sup> Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, Paris, 1985, rééd. 2001, pp. 154-155.

<sup>18</sup> *Neu Beginnen* est née d'une organisation révolutionnaire baptisée *Leninistische Organisation* ou plus simplement *ORG* sous l'égide de Walter Löwenheim, qui avait été membre de l'internationale de la jeunesse communiste (KJI). Ce n'est qu'en 1933 qu'elle prit le nom de *Neu Beginnen* en référence à l'ouvrage publié par un certain Miles – en fait un pseudonyme de W. Löwenheim – en septembre de la même année à Karlsbad sous le titre *Neu beginnen ! Faschismus oder Sozialismus. Diskussionsgrundlage zu den Streitfragen des Sozialismus in unser Epoche*.

communistes critiques qui rejetaient les stratégies respectives du SPD et du KPD, parce que suicidaires pour le mouvement ouvrier, et dont l'objectif principal visait à mettre sur pied une structure commune de cadres et de membres convaincus de l'urgence de l'union prolétarienne. Recrutés secrètement, les militants de *Neu Beginnen* avaient pour mission d'infiltrer leurs partis respectifs et d'occuper, si possible, des postes-clés ; tactique qui devait largement favoriser l'action clandestine contre le nazisme durant les années ultérieures<sup>19</sup>.

Ce qui demeure certain en ce qui concerne Leopold Kulcsar, c'est qu'on le retrouve en 1934 à Brno (Brünn) auprès de Rolf Reventlow, rédacteur en chef de différentes publications social-démocrates, dont la *Sozialistische Tribüne*, mais aussi d'Otto Bauer, également exilé en Tchécoslovaquie, qui dirigeait le bureau extérieur de la social-démocratie autrichienne (ALÖS) dans cette même ville<sup>20</sup>. Les divergences politiques n'avaient toutefois pas disparu en raison de l'exil. Au contraire, on peut dire que l'analyse du danger fasciste, principalement hitlérien, conduisait à des conclusions diamétralement opposées qui allait entraîner de nouvelles ruptures. Si pour les dirigeants sociaux-démocrates l'effondrement du régime nazi n'était qu'une question de temps et le triomphe de la révolution socialiste une évidence certaine<sup>21</sup>, telle n'était pas l'opinion des jeunes socialistes-révolutionnaires (SR), qui étaient plus que jamais convaincus de la durabilité du Troisième Reich, et par conséquent décidés à adopter une structure organisationnelle calquée sur le modèle léniniste d'un parti de cadres. Pour ces derniers, l'appel aux manifestations et à la grève générale était voué à l'échec et ne pouvait entraîner qu'une hécatombe meurtrière au sein du mouvement ouvrier. C'est dans ce contexte que Leopold et Ilse Kulcsar, qui avaient créé à Vienne le "Groupe Étincelle" (*Gruppe Funke*) sur le modèle de *Neu Beginnen* décidèrent de couper les ponts avec la vieille direction et de travailler étroitement avec leurs homologues allemands<sup>22</sup>.

Parmi les personnages les plus importants auxquels Leopold Kulcsar fut associé, on doit faire une place particulière à Waldemar von Knoeringen, responsable influent au sein du SPD à Munich jusqu'en 1933, puis dirigeant essentiel de *Neu Beginnen*. Le cheminement intellectuel des deux hommes avait été assez proche, en dépit de leurs divergences idéologiques initiales, ce qui explique que Knoeringen avait peu à peu pris ses distances avec

---

<sup>19</sup> Walter Löwenheim écrivit une histoire de la genèse de l'ORG destinée aux cadres de *Neu Beginnen* qui a été réédité, il y a quelques années. Cf. Walter Löwenheim, *Geschichte der Org (Neu Beginnen) 1929 - 1935. Ein zeitgenössisches Zeugnis* (présentation de Jan Foitzik), Berlin, 1995.

<sup>20</sup> Hartmut Mehringer, *Waldemar von Knoeringen. Eine politische Biographie. Der Weg vom revolutionären Sozialismus zur sozialen Demokratie*, Munich, 1989, p. 416.

<sup>21</sup> Sur ce point voir par exemple l'ouvrage collectif dirigé par Jürgen Schmädke et Peter Steinbach, *Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus. Die deutsche Gesellschaft und der Widerstand gegen Hitler*, Piper, Munich, 1994 (deuxième partie).

<sup>22</sup> Ibid. p. 71 ; J. Droz, op. cit., p. 155-156.

les instances dirigeantes de son parti pour rejoindre secrètement l'action clandestine à Prague au service du combat antinazi<sup>23</sup>. Le fait que les différents groupes de *Neu Beginnen* étaient préparés à l'action clandestine explique dans une large mesure pourquoi le réseau des "socialistes révolutionnaires" put s'étendre en Europe, notamment en Autriche et en Allemagne, et aussi pourquoi leur activité put se maintenir, au moins en partie, jusqu'en 1939<sup>24</sup>. Ce réseau s'appuyait sur une douzaine de secrétariats frontaliers (*Grenzsekretariate*) situés en périphérie et à l'intérieur du Reich allemand des Pays-Bas à la Pologne, en passant par la France, la Suisse et bien sûr la Tchécoslovaquie<sup>25</sup>.

Ce réseau fut à l'origine d'un exceptionnel effort de renseignement à partir de 1934, sous l'égide de Knoeringen, qui devait prendre la forme régulière de rapports mensuels détaillés sur l'évolution de la politique allemande, tant intérieure qu'extérieure. Les *Deutschland-Berichte der SOPADE*, connus également sous le nom de "Rapports verts" (*Grünen Berichte*), résultat d'enquêtes en profondeur au cœur du système hitlérien, avaient plusieurs buts. Il s'agissait en premier lieu de propager "l'offensive de la vérité" à l'intérieur et hors des frontières du Grand Reich par la diffusion de tracts et de journaux, la collecte d'argent pour le soutien des familles des militants arrêtés et déportés, l'acheminement de machines à écrire et à polycopier ; autrement dit de maintenir par cette méthode la cohésion des forces de gauche et des partis frères en disposant d'informations de première main sur les buts criminels et expansionnistes du Führer. Il s'agissait aussi bien sûr d'informer les bureaux de la SOPADE - nouvelle appellation du SPD en exil depuis juin 1933 - installés à Paris et à Prague sur l'état de l'opinion allemande<sup>26</sup>, avec l'espoir secret que ces informations permettraient à terme d'anticiper le moment le plus propice à une contre-attaque révolutionnaire<sup>27</sup>. Il est probable, à cet égard, que Leopold Kulcsar acquit une large expérience de l'action de renseignement au cours des années 1934-1936 si l'on en croit le rapport trouvé dans les archives de la légation datant de janvier 1935. Ce dernier ne représente pas seulement un document extrêmement précis sur l'état de l'opinion, la situation économique ou l'évolution politique du régime nazi ; il constitue aussi une fresque détaillée de domaines aussi variés que la formation militaire, le Front allemand du Travail (*Deutsche*

<sup>23</sup> Sur la vie et l'action de Waldemar von Knoeringen voir H. Mehringer, op. cit.

<sup>24</sup> Voir notamment ibid. pp. 62-127.

<sup>25</sup> Voir carte en annexe. Il faut ajouter à la douzaine de secrétariats les deux sièges de la SOPADE en exil, l'un installé à Paris, l'autre à Prague. Chaque secrétariat disposait d'une large autonomie, à l'instar de Knoeringen qui depuis Neuern, près de la frontière germano-tchécoslovaque contrôlait la Haute Bavière et la Souabe.

<sup>26</sup> *Deutschland-Berichte der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (Sopade), 1934-1940*, Salzhausen-Francfort, 7 volumes, 1980. D'une richesse exceptionnelle, ces rapports ont inspiré plusieurs travaux récents d'importance comme le livre de Norbert Frei, *L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Paris, 1994.

<sup>27</sup> Voir en français Alfred Wahl, *Les forces politiques en Allemagne, XIXe-XXe siècle*, Paris, 1999, pp. 177-180.



*Arbeitsfront*), la politique sociale ou encore la « dispute de l'Église » (*Kirchenstreit*), sur près de quarante-cinq pages dactylographiées, et témoigne du même coup de l'importance des liens existant entre les milieux d'émigration à Prague et la population allemande<sup>28</sup>.

On voit à partir de ce qui précède que les conditions requises pour créer un bureau de renseignements à Prague au service de la République espagnole étaient déjà pleinement réunies. Il suffisait maintenant au gouvernement de Valence<sup>29</sup> d'en prendre l'initiative et de convaincre Leopold Kulcsar de travailler pour la légation de Prague. En fait, cela était d'autant plus facile que deux facteurs essentiels se conjuguèrent alors pour hâter le mouvement : si Álvarez del Vayo et Jiménez de Asúa voyaient dans cette coopération une exceptionnelle occasion d'obtenir des informations de première main sur les agissements nationalistes en Tchécoslovaquie et l'intervention allemande en Espagne, Leopold Kulcsar, alias Maresch, comprit immédiatement le parti qu'il pouvait tirer d'un financement espagnol, alors même que le manque de ressources croissant des groupes *Neu Beginnen* menaçait très sérieusement la survie de l'organisation<sup>30</sup>.

Eu égard aux services rendus, Jiménez de Asúa avait toutes les raisons d'avoir confiance en Kulcsar et d'exiger son rattachement définitif à ses services, position qu'il s'efforça de plaider auprès de son ministre de tutelle le 27 novembre 1936<sup>31</sup>. En accord avec Álvarez del Vayo et Luis Araquistain, Jiménez de Asúa prit l'initiative vers la mi-décembre de lui confier « toute la propagande en Pologne », où il disait disposer de nombreux contacts, ainsi que « la propagande en Hongrie », et proposa de le mettre en contact avec le socialiste Antonio Fabra Ribas, qui opérait déjà en Suisse en tant que ministre de la République à la légation de Berne<sup>32</sup>. Leopold Kulcsar accepta d'emblée cette proposition, précisant qu'à cette fin il se rendrait en Pologne « pour y organiser la propagande », ainsi qu'à « Valence et Madrid dans le but “de mettre sur pied une communication informative, téléphonique et télégraphique pour la presse en Valence, Madrid et Prague” »<sup>33</sup>.

<sup>28</sup> ALJA-FPI, 449-4, *Dezember/Januar-Bericht n°11 über die Lage in Deutschland*, 21 janvier 1935. La numérotation du rapport indique clairement que d'autres rapports ont été rédigés dès le début de l'année 1933, après l'avènement au pouvoir de Hitler et l'entrée en clandestinité.

<sup>29</sup> Largo Caballero décida de transférer le gouvernement à Valence au début du mois de novembre 1936 en raison des combats qui avaient lieu désormais autour de la Cité universitaire, c'est-à-dire aux portes de la capitale.

<sup>30</sup> H. Mehringer, op. cit., pp. 139-148.

<sup>31</sup> ALJA-FPI, 442-7, *Informe n°6*, 28 novembre 1936.

<sup>32</sup> Ce que confirme le télégramme très détaillé adressé à Álvarez del Vayo, en 1938 à propos de l'intervention allemande en Espagne, renseignements qu'il n'a pu obtenir, certainement, que grâce au réseau de Léopold Kulcsar, sachant par ailleurs que Fabra Ribas était fort critiqué et d'une efficacité toute relative. AMAE-B, RE32 C14, *Télégramme n°125 de Fabra Ribas à Álvarez del Vayo*, 5 octobre 1938 et Jean-François Berdah, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances*, Paris, 2000, pp. 278, 283 et 308.

<sup>33</sup> ALJA-FPI, 442-8, op. cit.

Certaines rumeurs tendant à démontrer qu'il s'agissait d'un « homme suspect » et peut-être d'un « agent provocateur » amenèrent cependant à une certaine prudence dans les jours qui suivirent<sup>34</sup>. Cette opération de la plus haute importance méritait, en effet, que l'on s'assurât de la parfaite loyauté de Leopold Kulcsar, et c'est à cette fin, très certainement, que décision fut prise par Álvarez del Vayo, le 18 décembre, de l'affecter d'autorité à Paris pour lui confier une mission qui servirait, en quelque sorte, de banc d'essai<sup>35</sup>. Cette mission visait officiellement à préparer le déplacement qu'Araquistain devait entreprendre à Genève en janvier 1937 dans le cadre de la SDN. À cet effet, Araquistain chargea Kulcsar de lui remettre un rapport détaillé sur la politique intérieure et extérieure allemande qui devait permettre d'étayer à nouveau la réalité des infractions allemandes à la non-intervention. Les premiers résultats de cette mission ne se firent pas attendre. Au bout de quelques semaines, Kulcsar fut à même de présenter plusieurs synthèses très détaillées concernant les envois de troupes allemandes en Espagne ou l'aide de l'Allemagne hitlérienne à Franco, confirmant ainsi de façon éclatante le sérieux des renseignements recueillis au cours des semaines précédentes à propos d'autres affaires d'importance<sup>36</sup>.

Ce premier rapport joua à n'en pas douter un rôle déterminant dans la mise sur pied du réseau de renseignement envisagé par le gouvernement républicain de Valence. Si une fois encore, la position privilégiée de la Tchécoslovaquie en Europe centrale et la défense de la République espagnole sur la scène internationale plaidaient plus que jamais en faveur de cette idée, les relations amicales qu'entretenait Jiménez de Asúa avec plusieurs membres et collaborateurs du gouvernement Hodža garantissait également une forme de coopération très positive entre les deux pays. De fait, Jiménez de Asúa s'empressa dès le 2 décembre de transmettre certaines informations antérieures à ce même rapport à son ami et ministre de la

---

<sup>34</sup> Ces assertions provenaient d'un certain Roth, qui se présenta à la légation le 16 décembre, affirmant bien connaître Kulcsar pour être originaire de la même ville, Brno, et qui avait commandé le Cinquième régiment en Espagne. ALJA-FPI, 442-9, op. cit.

<sup>35</sup> «...Je pensais ainsi continuer à utiliser Kulcsar, et malgré ce que Roth a dit, il me semble un homme excellent. Mais Araquistain m'a dit que peut-être il le rappellerait à Paris. En effet, ce même 18 décembre, Kulcsar m'a appelé au téléphone de Brno pour me dire qu'il avait reçu un télégramme d'Araquistain réclamant sa présence en France et m'annoncer qu'aujourd'hui lundi, il viendrait me voir de passage vers Paris ». Ibid. À la lecture de ce qui précède, il est permis de penser que Jiménez de Asúa n'avait pas été clairement informé des intentions du ministère d'État, ce que confirme un rapport ultérieur. Voir ALJA-FPI, 449-5, op. cit.

<sup>36</sup> Dans le rapport qu'il envoie à son ministre quelques jours plus tard, Jiménez de Asúa précise : « Kulcsar m'a remis son premier rapport le 4 janvier. Les informations qu'il donne sur l'Allemagne sont d'une très grande valeur ». ALJA-FPI, 442-11, *Informe* n°10, 8 janvier 1937. Le rapport remis par Kulcsar ne comportait pas moins de cinquante pages dactylographiées en allemand qui couvrait des domaines d'intérêt très variés, ce dont rend compte le titre de certains documents : *Bericht n°1*, "Deutsche Truppensendungen nach Spanien. Wirkung in Deutschland. Rüstungsmeldungen" ; "Die Francohilfe in Hitlerdeutschland" ; "Die allgemeine Situation und die Politik des nationalsozialistischen Deutschland". Voir ALJA-FPI 449-5, op. cit.

Prévoyance (*ministr sociální péče*), Jaromír Nečas<sup>37</sup>. La raison d'un tel geste était double. Il s'agissait bien sûr de montrer combien la République espagnole se sentait proche de la République tchécoslovaque et était disposée à partager des renseignements très confidentiels, surtout lorsqu'ils touchaient à la sécurité de ce pays, mais il s'agissait tout autant de consolider les positions du gouvernement de Valence, alors que les intrigues nationalistes se poursuivaient et que la politique bienveillante à l'égard du Front populaire n'était pas partagée par l'ensemble de la coalition au pouvoir<sup>38</sup>.

La création d'un service de renseignement en Tchécoslovaquie, comme dans les autres pays où se mettaient en place des structures identiques, n'était pas sans poser certaines difficultés<sup>39</sup>. Il y avait bien sûr des problèmes d'organisation, dans la mesure où la légation ne disposait pas d'un personnel suffisamment nombreux, ni apte à gérer l'ensemble des tâches nécessaires ; ce dont se plaint le ministre espagnol de façon répétée<sup>40</sup>. Mais le problème de loin le plus important était d'ordre financier, car les missions et déplacements des agents à travers l'Europe, ainsi que la rémunération de leurs activités, pouvaient représenter des sommes importantes<sup>41</sup>. « Comme ce service coûtera cher - conclut Jiménez de Asúa fin décembre, en s'adressant à Álvarez del Vayo – il est nécessaire que vous me donniez votre autorisation et votre impression »<sup>42</sup>.

Si l'accord formel du ministère d'État était acquis d'office, en raison de la valeur des informations recueillies par Kulcsar, le renforcement des moyens financiers se heurtait aux

<sup>37</sup> Ibid. Jiménez de Asúa fait maintes fois référence dans ses rapports à des personnalités tchécoslovaques de première importance. Certaines d'entre elles allaient visiblement au-delà de la simple collaboration technique entre États amis, à l'exemple d'Ivan Dérer, « camarade socialiste et ministre de la Justice » ou Zdeněk Fierlinger, ministre plénipotentiaire en poste à Moscou. Voir Věra Olivová, *Dějiny první republiky*, Prague, 2000, pp. 155 et 262, et ALJA-FPI, 442-9, op. cit.

<sup>38</sup> C'était le cas en particulier du parti agrarien, incarné par le chef du gouvernement, Milan Hodža, « l'un des plus importants de Tchécoslovaquie », un « groupe extrêmement important dans la politique tchécoslovaque », de tendance conservatrice, qui ne « modérait ses sympathies autoritaires » et « était disposée à collaborer avec les Sudètes ». ALJA-FPI, 442-8, op. cit.

<sup>39</sup> D'autres services naissent à la même époque en Suisse (Berne, Genève), en France (Hendaye, Saint-Jean-de-Luz, Pau, Toulouse...) et même en Afrique (Rabat, Dakar). Voir dans ce volume l'article de Yannick Pech, ainsi que son mémoire de maîtrise et M. Casanova, op. cit., pp. 81-99.

<sup>40</sup> Dans son rapport en date du 8 janvier 1937, Jiménez de Asúa conclut : « ... Ce très long rapport est la preuve du travail accablant qui pèse sur moi. Depuis le matin de bonne heure jusqu'à minuit, je travaille le mieux que je peux. Je reçois des visites, je m'occupe de la gestion, je prends des notes, j'étudie, et une bonne partie de mon temps est utilisée à rédiger ces rapports. Vous en avez reçu dix depuis que je suis arrivé à Prague. D'après ce que vous me dites au téléphone, ils vous sont utiles. Mais si même avec l'aide énorme que m'apporte López Rey mon travail est écrasant, imaginez ce que ce sera après son départ fixé le dimanche 10 au matin [...] J'ai besoin ici d'un homme qui sache l'allemand, qui soit intelligent et qui ait votre confiance. Si vous ne me l'envoyez pas, mon travail sera presque impossible, et mes forces arrivent à leur terme ». ALJA-FPI, 442-11, op. cit. Voir également M. Casanova, op. cit., pp. 146-203.

<sup>41</sup> Kulcsar avait déjà perçu près de 13 000 couronnes, et López Rey, le premier secrétaire de la légation, estimait au moins à 20 000 couronnes les dépenses prévisibles pour la presse et la propagande. ALJA-FPI, 442-8, op. cit.

<sup>42</sup> ALJA-FPI, 442-10, *Informe n°9*, 28 décembre 1936.

difficultés budgétaires de la République et à la désorganisation de son administration, en particulier au ministère d'État<sup>43</sup>. Dans l'urgence, Jiménez de Asúa n'eut donc d'autre recours que de ponctionner les sommes nécessaires aux nombreuses missions sur d'autres budgets, notamment celui de la guerre<sup>44</sup>. Sur une courte période de deux semaines en janvier, les dépenses liées à l'action de Kulcsar et des autres agents de renseignement s'élevaient à 11 500 couronnes, tandis que les recettes totales étaient chiffrées à 80 000 couronnes. Mais le 15 janvier 1937 Jiménez de Asúa estimait à 24 500 couronnes le budget prévisionnel jusqu'en février et à 30 000 couronnes en moyenne les fonds mensuels indispensables à l'action de renseignement, soit une part non négligeable des ressources de la légation<sup>45</sup>.

Comment se mit en place concrètement le réseau de renseignement et comment fonctionna-t-il ? Selon un rapport en date du 27 avril 1938, sur lequel nous reviendrons, le service de Prague acquit très rapidement une grande renommée au sein du ministère d'État au point d'être considéré comme « le service le plus important à cette date » en raison de la qualité de son organisation et des renseignements fournis, « certains d'un grand intérêt, de nature politique, diplomatique et militaire sur plusieurs pays d'Europe centrale et les Balkans », notamment sur l'Allemagne nazie<sup>46</sup>. Paradoxalement, les auteurs du rapport avouaient ne rien savoir « du fonctionnement sur le terrain du service de Prague », ce qui n'avait en soi rien de très original puisqu'il en allait de même pour les autres services<sup>47</sup>. Le fait est, cependant, que les moyens de s'informer sur la structure du réseau et ses ramifications étaient bien plus limités que dans le cas français, non seulement en raison de l'éloignement géographique de l'État tchécoslovaque, mais aussi et surtout à cause des obstacles linguistiques, y compris lorsqu'il s'agissait de l'allemand.

Tout porte à croire que Leopold Kulcsar s'appuya dès le départ sur le réseau d'agents et de militants travaillant pour la SOPADE, notamment sur le noyau dur du groupe *Neu Beginnen*. Selon le témoignage d'Erhard Dills, photographe expert du bureau technique qui aurait travaillé avec Kulcsar pour le compte de la légation, *Neu Beginnen* vécut pour l'essentiel de l'argent espagnol à partir de 1937. Parallèlement, Waldemar von Knoeringen, connu sous le pseudonyme « Michel », était directement engagé vis-à-vis de la République espagnole et percevait chaque mois l'équivalent de 5 000 couronnes, soit près de 550

<sup>43</sup> Voir J-F. Berdah, op. cit., pp. 224-236.

<sup>44</sup> « Comme vous ne m'avez toujours pas envoyé les fonds pour le travail de propagande, dont je vous ai remis le budget, je dois tout imputer à la guerre... ». ALJA-FPI, 442-11, op. cit.

<sup>45</sup> ALJA-FPI, 442-12, *Informe n°11*, 15 janvier 1937 ; 442-13, *Informe n°12*, 21 janvier 1937.

<sup>46</sup> ALJA-FPI, 448-3, *Bases para la creación de un servicio reservado de información en el extranjero dependiente del Ministerio de Estado (Confidencial)*, 27 avril 1938.

<sup>47</sup> Ibid.

Reichsmark, sans compter les rétributions supplémentaires liées à la livraison de chaque rapport<sup>48</sup>. Même s'il ne s'agissait pas là de la seule source de financement du groupe *Neu Beginnen*, on peut donc dire, avec Hartmut Mehringer, que « la situation financière s'améliora substantiellement en 1937 lorsque Leopold Kulcsar, alias Maresch, entra au service de la légation républicaine espagnole de Prague... ». En outre, le réseau fonctionnait à double sens puisqu'il permettait de populariser le combat antifasciste de la République espagnole dans les milieux populaires d'Europe centrale, de recruter des volontaires pour les Brigades internationales et le cas échéant d'assurer leur transport vers la péninsule<sup>49</sup>.

Compte tenu des retombées financières d'une telle coopération, on comprend aisément que Leopold Kulcsar et le groupe *Neu Beginnen* aient cherché à tirer profit d'une activité si lucrative ; mais ce serait leur faire injure que de penser que c'était là leur unique motivation. Ainsi que cela a été dit précédemment, la force de leur conviction antifasciste n'était pas à démontrer depuis des années, de sorte que le service rendu à l'Espagne républicaine apparaissait aussi comme un moyen d'affaiblir de l'extérieur le régime nazi et de révéler sa face cachée au monde entier grâce à l'utilisation que les diplomates espagnols pouvaient faire des informations recueillies sur la scène internationale, à Genève, Londres et Paris<sup>50</sup>. Par un hasard extraordinaire, la totalité des rapports rédigés par Kulcsar et les agents au service de la légation de Prague a été conservée dans les archives madrilènes en dépit des vicissitudes politiques vécues par le *Frente popular* à partir de l'été 1938 jusqu'à l'exode vers la France en janvier-février 1939<sup>51</sup>. Les premiers rapports déjà évoqués de janvier 1937 furent rapidement suivis de centaines d'autres au cours des mois qui suivirent et touchaient à des sujets extrêmement divers, à l'image des *Deutschlandberichte der SOPADE* dont la teneur et le style témoignent d'une incontestable proximité. Selon notre comptage, près de 1 400 rapports ont été ainsi transmis au gouvernement de Valence, puis de Barcelone, entre le début de l'année 1937 et le 31 décembre 1938, date du dernier document répertorié, la plupart assez

---

<sup>48</sup> H. Mehringer, op. cit., p. 149.

<sup>49</sup> Ibid. p. 148. Le Dr. Karl Frank qui dirigeait le bureau extérieur de la SOPADE à Prague (*Auslandsbüro*) avait un talent certain pour trouver des soutiens financiers à l'étranger. Grâce à des amis américains, il parvint à recueillir plus de 100 000 dollars du mouvement ouvrier aux Etats-Unis entre 1935 et 1942.

<sup>50</sup> Il ne faut pas oublier que l'action de renseignement impliquait des risques immenses : « La communication entre les groupes de résistance opérant depuis l'exil et la résistance allemande constitua presque toujours le point vulnérable de toutes les activités hostiles au régime. Les appels contre le Troisième Reich ou les informations politiques destinées au renseignement furent entendues pour l'essentiel à l'étranger par les émigrés eux-mêmes, et peut-être encore par l'opinion intéressée du pays d'accueil. Ces dernières ne pénétrèrent en Allemagne qu'au prix des plus grandes difficultés. Les frontières autour de l'Allemagne furent surveillées, les navires et les transports ferroviaires internationaux contrôlés, les envois postaux censurés. On ne pouvait transporter de tracts ou d'autres écrits politiques en Allemagne que dans des conditions illégales et subversives ». Wolfgang Benz et Walter H. Pehle (Dir.), *Lexicon des deutschen Widerstandes*, Francfort, 1994, p. 131.

<sup>51</sup> Nous en avons donné une première évaluation approximative dans J-F. Berdah, op. cit., pp. 334-343.

brefs (une à deux pages), mais certains aussi longs de dix à vingt pages. Bien que les agents aient tenté d'écrire en français, voire en espagnol, les traductions étaient souvent aléatoires, de sorte que la très grande majorité des rapports fut rédigée en allemand<sup>52</sup>.

L'intervention nazie aux côtés des Nationalistes représentait logiquement le principal sujet d'intérêt pour les Républicains espagnols, ce que confirme le nombre impressionnant de rapports touchant à l'envoi de troupes allemandes et à l'acheminement des armes en Espagne, à l'organisation de l'opération "Exercice Rügen" (*Übung Rügen*) mise en œuvre sous le commandement du général Wilberg, c'est-à-dire à la mise sur pied de la Légion Condor<sup>53</sup>. Il s'agit le plus souvent d'observations faites par les ouvriers des ports ou des gares par lesquels transitent les matériels et les hommes, mais aussi d'informations délivrées par des employés ou des militaires affectés sur des bases aériennes. Ainsi note-t-on dans deux rapports du mois de février 1937 :

« L'école des sports à moteur d'État de Chemnitz (Sachsen) a délivré au total 73 licences de pilote depuis le mois d'octobre 1936 jusqu'au 15 janvier 1937. Sur ces 73 jeunes pilotes, 30 d'entre eux se sont immédiatement rendus à Berlin-Stahnsdorf après leur examen et ont été depuis là transportés jusqu'en Espagne. Il a été écrit depuis Séville avec pour indication qu'ils ont été engagés par la Lufthansa en tant que monteurs et qu'ils y restent jusqu'au 1er avril 1937 ; ils devraient ensuite retourner à Berlin-Stahnsdorf. Les individus ont tous plus de 25 ans ».

« ... Notre homme de confiance parle également d'un soldat, dont l'identification du régiment n'a pas été communiquée, qui a été envoyé à Rügen pour de longues manœuvres début décembre. Ses parents ont reçu une lettre de lui après Noël. Il y écrit qu'"ils ont passé de très bonnes fêtes de Noël", et qu'ils auraient été régalarés copieusement de cigares, de cigarettes et de vin espagnol. Nous avons aussi un gramophone avec nous, sur lequel nous avons joué du tango espagnol (sic). "Nous avons un arbre de Noël, ce doit être la seule chose qui doit provenir de Rügen" ? Concernant un autre soldat, dont le régiment d'appartenance n'est pas non plus connu, notre homme de confiance rapporte : Le soldat a expliqué à Noël à ses proches qu'il ne pourra désormais plus prendre de congé pendant très longtemps et que son courrier personnel devra être adressé au ministère de l'Air. Quand les parents n'eurent plus aucune nouvelle de leur fils, ils ont écrit au ministère de l'Air une lettre de réclamation pressante qui était dictée par l'inquiétude à propos du sort de leur fils. Suite à cela, ils ont reçu une réponse grossière dans laquelle rien n'était dit à son sujet, en dehors seulement du fait que la correspondance avec leur fils aurait été suspendue afin de sanctionner la lettre inconvenante de ses parents »<sup>54</sup>.

<sup>52</sup> Cette documentation exceptionnelle est localisée dans deux centres d'archives madrilènes, d'une part la *Fundación Pablo Iglesias*, d'autre part le *Ministerio de Asuntos Exteriores*. Elle devrait faire l'objet d'une édition critique en Allemagne dans un avenir proche.

<sup>53</sup> AMAE, R1787 E10, *Bericht n°17*, 2 mars 1937.

<sup>54</sup> Souligné dans le texte. AMAE, R1787 E10, *Bericht n°9*, 19 février 1937 ; *Bericht n°10*, 23 février 1937. Rügen est une ville de l'Allemagne du Nord située sur la Baltique, à l'est de Rostock. Cette région était censée servir de théâtre d'opération à de grandes manœuvres aériennes et terrestres, et servait en réalité de couverture à l'envoi de la Légion Condor en Espagne.

Ces rapports nous disent également beaucoup de choses sur l'état de l'opinion allemande, à l'occasion, par exemple, de l'enterrement des "volontaires" d'Espagne dont on cherche à maquiller le décès en accidents malheureux. Les familles ne sont pourtant pas dupes des mensonges officiels, tout bonnement parce que certaines réalités sont difficiles à cacher. Ainsi, les parents d'un soldat originaires d'Auerbach, après avoir appris que « leur fils serait mort lors de manœuvres », n'obtiennent le corps de ce dernier que seize jours plus tard, un délai bien long pour un transfert de cette nature, qui plus est dans un « cercueil plombé » qu'ils ne furent pas autorisés à ouvrir et qui « fut strictement surveillé de la réception à l'enterrement »<sup>55</sup>.

Quels que soient les sujets abordés, on reste frappé par la précision et l'ampleur de la documentation collectée par Kulcsar sur le plan militaire, économique et politique. Outre l'intervention nazie en Espagne, on trouve de très nombreux témoignages concernant l'organisation de l'industrie de guerre allemande ou encore les différends stratégiques à propos de l'orientation donnée à la politique extérieure entre la *Reichswehr* et Hitler. À l'image des exposés sur la structure interne de la *Luftwaffe* et de la *Kriegsmarine*, les implications matérielles du soutien accordé à Franco par l'économie du Reich ou les préparatifs d'invasion militaire sur les frontières de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie<sup>56</sup>, les autorités espagnoles étaient non seulement renseignées sur l'état exact des forces militaires allemandes, arme par arme et région par région, mais aussi prévenues des orientations stratégiques décidées par Hitler et appliquées par le haut état-major en Europe centrale. C'est le cas, par exemple, des relations germano-italiennes qu'un très important rapport détaille le 30 avril 1937 dans les termes suivants :

« L'appréciation de la situation récente en Allemagne est difficile. Les accords de Venise sont ressentis sur le plan intérieur comme un coup porté contre les milieux de la *Reichswehr* et de l'industrie. Les discussions ont ainsi été à nouveau ramenées par Hitler sur le terrain de la politique extérieure, et l'on est maintenant entré dans la situation que la *Reichswehr* a toujours craint, celle d'être forcée de se prononcer pour un soutien absolu à la politique hitlérienne par le biais de décisions extérieures. On peut supposer, comme certains le font, que des accords militaires ont aussi été conclus entre Göring et Mussolini. La

<sup>55</sup> AMAE, R1787 E10, *Bericht n°18*, 2 mars 1937.

<sup>56</sup> Voir par exemple AMAE, R1787 E10, *Bericht n°35*, "Deutschland schafft einheitliche Auslandsvertretungen. Die besondere Rolle der IG-Farben", 1er avril 1937 ; *Bericht n°44*, "Die wirtschaftliche Lage und ihre Rückwirkungen auf die aussenpolitische Aktionsfähigkeit Deutschlands", avril 1937 ; *Bericht n°59*, "Die Auswirkungen der Rohstoffknappheit in Deutschland", début mai 1937 ; *Bericht n°67*, "Militärische Vorbereitungen an der bayerischen Grenze gegen die CSR und Österreich", 21 mai 1937 ; AMAE-B, RE64 C87, *Bericht n° 299*, 14 octobre 1937 ; RE 64 C 91, *Bericht n°82*, "Die Reichswehrkrise vom 4. Februar 1938", 7 février 1938 ; RE64 C96, *Bericht n°451*, "Derzeitige Organisation der Luftwaffe", 15 juillet 1938.

Reichswehr ne veut pas s'engager vis-à-vis de ces derniers, mais il n'est pas encore possible d'apprécier si elle est suffisamment forte pour pouvoir le faire. Le danger de la situation est parfaitement connu d'elle. Les rumeurs qui circulent, selon lesquelles le contenu des accords avec Mussolini consisterait en l'assurance d'une liberté d'action pour l'Italie en Espagne, pour l'Allemagne dans le Sud-Est (de l'Europe) ne sont pas exactes, exprimées de cette façon. Il s'agit plutôt d'un partage d'intérêt, aussi bien vis-à-vis de l'Espagne qu'à propos du Sud-Est selon la forme suivante, à savoir que les intérêts allemands sur la côte atlantique doivent être préservés, mais qu'à l'inverse l'Allemagne a exprimé son désintéressement pour la côte méditerranéenne de l'Espagne. Il a été décidé au sujet du Sud-Est : la Tchécoslovaquie (CSR) est un centre d'intérêt allemand, ainsi que l'Autriche. Des intérêts communs aux deux pays se trouvent en Roumanie et en Yougoslavie. L'isolement de la Tchécoslovaquie doit à tout prix être obtenu »<sup>57</sup>.

Le succès rencontré par la légation de Prague en matière de renseignement mit bientôt en lumière les insuffisances de la plupart des services d'information qui travaillaient « sous une forme spontanée, désordonnée et anarchique sans aucune direction supérieure qui canalise leurs activités »<sup>58</sup>. Le ministère d'État, dépourvu de toute structure capable de recueillir et de rassembler les informations provenant de toute l'Europe, n'avait donné en fait aucune consigne de base, de sorte que les rapports « étaient envoyés parfois tantôt à une Section, tantôt à une autre, pour terminer finalement dans un autre Département où l'on accusait réception de ces derniers auprès de la Mission qui les envoyait »<sup>59</sup>. Il convient aussi d'ajouter que le transfert du gouvernement de Madrid à Valence en novembre 1936, a été aussitôt suivi par l'affirmation de pouvoirs concurrents – la *Junta de Defensa* de Madrid et la *Generalitat* de Barcelone - et la radicalisation des antagonismes politiques dans la capitale entre d'une part les partisans de la centralisation des pouvoirs et de la discipline du commandement unique (les communistes du PCE et du PSUC), et d'autre part les défenseurs de l'autonomie d'action et de la guerre révolutionnaire (les marxistes révolutionnaires du POUM et les anarchistes de la CNT/FAI) ; autant d'éléments qui avaient fini de désorienter une administration d'État déjà très chancelante<sup>60</sup>.

Fort de ce constat, et convaincu de la nécessité impérieuse de restaurer les fondements de l'État de droit, le gouvernement de Valence s'efforça dès le mois de mars 1937 de restructurer les principaux organes du pouvoir, notamment le ministère de la Guerre et celui

<sup>57</sup> AMAE, R1787 E10, *Bericht n°56*, 30 avril 1937.

<sup>58</sup> Le « service de Tchécoslovaquie » avait « fini par acquérir une grande importance » aux yeux du Ministère, contrairement à celui de Berne, dirigé par Frabra Ribas, « de peu d'utilité en général et qui, au lieu de se développer et de croître comme celui de Prague, a perdu de son importance, au point qu'aujourd'hui c'est à peine s'il envoie encore un quelconque rapport ». ALJA-FPI, 448-3, *Informes sobre la labor de la Sección de Información*, 13 avril 1938.

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> Sur ce point voir par exemple Pierre Broué et Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, 1961, pp. 191-258 ; Frank Jellinek, *La Guerra civil en España*, Madrid, 1977, pp. 397-438.



des Affaires étrangères. Par un ordre en date du 11 mars, une nouvelle organisation du ministère d'État fut décrétée, instituant la création d'un Cabinet politique et diplomatique dépendant du sous-secrétariat d'État<sup>61</sup>. La question du renseignement n'était pas oubliée, puisqu'une Section d'Information était formée au sein du Cabinet politique, divisée « en deux branches, l'une d'information publique, l'autre diplomatique et spéciale chargée de recueillir les rapports réservés qui arrivaient, de coordonner, centraliser et diriger les activités des différents services d'information existants, d'en finir avec l'anarchie régnante et d'établir un véritable réseau d'information de l'étranger qui puisse permettre au ministère d'État d'être au courant de la politique mondiale et des activités qui pourraient se développer dans les différents pays qui risqueraient d'affecter l'État espagnol ou son gouvernement »<sup>62</sup>.

Le Service d'Information Diplomatique Spécial (SIDE) fut placé dès sa création sous les ordres d'Anselmo Carretero Giménez, un ancien ingénieur de l'industrie qui avait travaillé en tant qu'expert auprès de la direction générale de la Marine marchande avant-guerre. Ses secrétaires ou collaborateurs directs, peu nombreux, avaient aussi travaillé pour l'État avant guerre, un seul d'entre eux ayant déjà travaillé au service des Affaires étrangères. Sans entrer dans le détail de son fonctionnement, on notera simplement qu'un réel effort de restructuration fut alors engagé, avec notamment l'organisation d'un fichier général destiné à recenser tous les noms de personnes figurant dans les rapports, ainsi que les thèmes traités. Mieux encore, Anselmo Carretero exigea des différents services spéciaux un rapport détaillé sur leurs activités, ainsi qu'une « description détaillée des agents, leurs fonctions, noms, nationalité, affiliation politique, salaire et raisons pour lesquelles ils avaient été recrutés », demande à laquelle Jiménez de Asúa refusa cependant de se soumettre considérant que « le détournement d'un rapport, une petite indiscretion ou un accident imprévisible pourrait coûter la vie à plusieurs d'entre eux »<sup>63</sup>.

La restructuration du SIDE avait à peine commencé que ce dernier eut à subir les conséquences du remaniement ministériel du 17 mai 1937 et du remplacement d'Álvarez del Vayo à la tête du ministère d'État par José Giral, ancien chef du gouvernement et ami intime du président de la République<sup>64</sup>. Ce changement à la tête du ministère, qui résultait des

<sup>61</sup> AMAE-B, RE96 C1, Pliego 3, *Informe confidencial de A. Carretero al Ministerio de Estado*, 4 avril 1937.

<sup>62</sup> ALJA-FPI, 448-3, op. cit., 13 avril 1938.

<sup>63</sup> M. Casanova, op. cit., pp. 86-87.

<sup>64</sup> Ce remaniement ministériel fut la conséquence des "journées de mai" à Barcelone, qui virent s'affronter les pouvoirs locaux du POUM et de la CNT aux éléments communistes et gouvernementaux. Voir Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne*, 1985, pp. 495-516.

tractations politiques entre Azaña et Negrín<sup>65</sup>, et non d'un choix impérieux, ne pouvait avoir qu'une issue négative étant donné le manque d'expérience de Giral en matière de politique étrangère et de renseignement. Certes, d'importants crédits furent bientôt affectés au SIDE, « mais celui-ci n'a pas pu fonctionner comme il se doit, en dépit de l'enthousiasme déployé par les fonctionnaires de la Section »<sup>66</sup>. Outre les défauts déjà signalés – fonctionnement anarchique, absence de centralisation, manque d'autorité de la direction, manque de personnel compétent... –, il semble bien que la cohésion de l'action de renseignement, par le biais notamment de la coopération avec les autres services de l'État – DEDIDE, SIEM, SIM et SIEJ<sup>67</sup> –, demeura un vœu pieux : « La Section d'Information n'a pas pu établir les relations nécessaires à l'efficacité de son travail avec les autres services d'information de l'État. Elle ignore complètement l'utilité des rapports qu'elle transmet et l'emploi que l'on fait d'eux. Elle ne reçoit pas non plus d'instructions dans le but d'améliorer à l'étranger la réalisation des travaux qui intéressent d'autres Départements »<sup>68</sup>.

Tout cela n'empêcha pas le moins du monde les services étrangers de continuer leur travail avec la même intensité et la même efficacité, pas plus celui d'Hendaye, qui continua d'envoyer « de très nombreux rapports sur l'arrière-garde ennemie et l'armée rebelle », que celui de Prague, assurément le plus important de tous, dont la vitalité est plus d'une fois soulignée. Parfois l'information prête à sourire, comme celle communiquée par Kulcsar à propos d'une nouvelle arme allemande baptisée les « rayons de la mort », censée détruire les bougies des moteurs d'avions jusqu'à une altitude de 1 000 mètres !<sup>69</sup>, mais ce n'est là qu'un contre-exemple de la grande fiabilité des rapports transmis à Jiménez de Asúa. Grâce à l'appui d'agents efficaces, tels que Škorpil ou Palacios, et de contacts haut placés comme Rudolf Slánsky et Fierlinger, le réseau de renseignement organisé depuis Prague s'affirma bientôt comme le centre névralgique pour l'information en provenance d'Europe centrale et surtout d'Allemagne<sup>70</sup>. Selon un rapport en date du 13 mars 1937, ce service avait acquis une

---

<sup>65</sup> Voir Manuel Azaña, *Obras Completas. Vol. 4, Memorias Políticas y de Guerra*, Madrid, 1990, p. 603.

<sup>66</sup> ALJA-FPI, 448-3, *ibid.*

<sup>67</sup> Voir dans ce volume l'article déjà mentionné de Yannick Pech.

<sup>68</sup> ALJA-FPI, 448-3, *ibid.*

<sup>69</sup> Jiménez de Asúa s'interroge à propos de cette arme : « Peut-être ne s'agit-il pas d'appareils de radio, mais de machines qui émettent ce terrible fluide (sic) », précisant « Il n'y a qu'un seul moyen de protéger nos avions contre ces “rayons” : le verre (sic) ». ALJA-FPI, 442-17, *Informe n°16*, 27 février 1937.

<sup>70</sup> Alfredo Palacios (sans doute un nom d'emprunt) faisait office d'agent de liaison avec Paris et contrôlait la fourniture d'armes à la République en collaboration avec López-Rey. Rudolf Slánsky était un député communiste tchèque proche du leader du parti, Klement Gottwald, et responsable de la constitution d'un front unique avec les sociaux-démocrates. Très proche du pouvoir, Slánsky a beaucoup travaillé pour la légation espagnole au point d'être, selon Jiménez de Asúa, « la personne qui nous a fourni le plus de rapports ». Fierlinger était, quant à lui, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères tchèque « chargé des plus

telle importance que plus d'une douzaine d'agents étaient en relation directe avec Kulcsar et que Jiménez de Asúa envisagea de lui assigner un poste officiel à la légation afin de « ne pas attirer de soupçons » sur sa présence régulière<sup>71</sup>. Il semble, à cet égard, que Jiménez de Asúa n'était pas complètement au fait de l'activité concrète de Kulcsar, notamment de ses absences nombreuses et prolongées, par exemple en janvier et février, sans doute parce qu'il surveillait de très loin le fonctionnement réel du service et que de multiples tâches accaparaient l'essentiel de son temps<sup>72</sup>. Toujours est-il que Leopold Kulcsar se trouva de plus en plus impliqué dans les luttes politiques opposant le communisme stalinien au trotskisme et autres « déviances social-fascistes », et qu'il ne se contenta pas de parcourir les capitales de l'Europe de l'Est au service de la légation.

En tant que communiste, Leopold Kulcsar fut selon toute certitude impliqué dans les événements de mai 1937 à Barcelone et dans la répression qui s'abattit au cours des mois suivants sur le POUM et le mouvement anarchiste<sup>73</sup>. Selon un rapport interne de *Neu Beginnen*, ce dernier était connu comme un personnage ambigu, voire dangereux, qu'il était préférable d'éviter. Si le groupe était « dépendant » de lui financièrement et si son autorité était reconnue, on « le haïssait aussi de la plus profonde manière »<sup>74</sup>. Compte tenu de ses contacts au plus niveau à Valence, de sa connaissance intime de la gauche autrichienne et allemande, et de ses convictions idéologiques, il eut été surprenant que le pouvoir soviétique ne cherchât pas à utiliser les nombreux atouts de Leopold Kulcsar dans son combat contre les « hitléro-trotskyistes »<sup>75</sup>. Parmi ces derniers se trouvait Kurt Landau, l'un des dirigeants du parti communiste d'opposition autrichien (KPÖ-O), qui avait été un temps très proche de Trotsky avant de rompre avec lui en 1931. Installé à Paris à partir de l'été 1934, Landau allait bientôt prendre fait et cause pour le combat antifasciste de la République espagnole, notamment lors de la campagne de solidarité envers les victimes stalinienne à laquelle il prit une part active dès le mois d'août 1936. Bientôt, sa conviction que le POUM incarnait le cœur

---

déliçats problèmes en matière de politique extérieure et camarade socialiste ». ALJA-FPI, 442-11 et 12, op. cit., et la note n°15.

<sup>71</sup> ALJA-FPI, 442-18, *Informe n°17*, 13 mars 1937.

<sup>72</sup> Outre la question des armes, Jiménez de Asúa était le plus souvent possible en rapport avec le monde politique et diplomatique tchécoslovaque et européen. Il était souvent appelé à Genève pour représenter la République espagnole et consacrait beaucoup de temps à discuter avec les plus hautes personnalités à Prague, comme par exemple avec le Président Beneš au mois de février. ALJA-FPI, 442-14, *Informe n°13*, 5 février 1937 et 442-17, op. cit.

<sup>73</sup> Sur ces événements voir la relation de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, Paris, 1984, pp. 235-394.

<sup>74</sup> H. Mehringer, op. cit., p. 148.

<sup>75</sup> Sur la répression stalinienne en Espagne et ses enjeux idéologiques voir Pierre Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Paris, 1993 et Patrick von zur Mühlen, *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im spanischen Bürgerkrieg, 1936 bis 1939*, Bonn, 1983.

de la révolution espagnole et l'instrument d'unification idéal pour l'ensemble de la classe ouvrière en Europe le fit venir à Barcelone, au point que lui et sa femme Katia devinrent des collaborateurs actifs auprès d'Andrès Nin<sup>76</sup>. Était-ce en raison d'une vieille rivalité, puisque Kurt Landau appartenait à un "Groupe Étincelle" – mais s'agit-il du même ? - ou tout simplement pour obéir aux ordres, toujours est-il que Leopold Kulcsar fut directement impliqué dans l'interrogatoire du dirigeant autrichien, après son arrestation par les gardes d'assaut, le 23 septembre 1937<sup>77</sup>. Il est probable que Kulcsar ait été aussi mêlé à l'affaire du social-démocrate Marc Rhein, également membre de *Neu Beginnen* et fils du leader menchevique Rafael Abramovitch, et à celle d'Erwin Wolf, l'ex-secrétaire de Trostky, tous deux disparus dans des circonstances obscures, le 9 avril et le 27 juillet 1937. Il est en tout cas troublant que la légation de Prague ait été mise au courant de ces affaires via le service d'information de Marseille, et que Jiménez de Asúa ait informé le ministère d'État à plusieurs reprises du suivi de l'affaire<sup>78</sup>. Le fait est qu'après avoir échappé aux prisons de Barcelone, grâce à sa nationalité norvégienne, la sœur d'Erwin Wolf s'adressa à celui-ci pour qu'il intervienne en faveur de son frère, démarche qui n'aboutit à aucun résultat tangible<sup>79</sup>. Selon un rapport déjà mentionné, Leopold Kulcsar aurait été envoyé en mission en Espagne afin de « découvrir en Espagne les possibles ramifications d'une organisation internationale d'espionnage et de provocation, avec comme centre directeur l'Allemagne ». Toujours selon ce rapport, « certains détails qui confirment en partie l'existence des dites ramifications ont pu être démontrés », mais l'affaire passa à un autre département, sans doute celui de la Sécurité, et n'eut semble-t-il aucune suite. Seul point avéré, « le chef et l'âme du service de Prague mourut peu de temps après son retour d'Espagne, et la direction du service passa entre les mains du chef en second »<sup>80</sup>.

Il est difficile de dire jusqu'à quel point Leopold Kulcsar était compromis dans la machine répressive stalinienne en Espagne. Selon les propres dires de Katia Landau, ce

<sup>76</sup> Voir Hans Schafranek, "Kurt Landau", *Cahiers Léon Trotsky*, n°5, janvier-mars 1980, pp. 71-95.

<sup>77</sup> Selon le témoignage accablant de Katia Landau, elle-même arrêtée quelque temps plus tard, Leopold Kulcsar avait été envoyé en Espagne en tant que « magistrat examinateur ». Une haine viscérale l'habitait concernant Kurt Landau, alias Wolf Bertram, pour une raison inconnue. « Ma mission historique- avoua-t-il – consiste à apporter la preuve que sur vingt trotskystes, dix-huit sont fascistes, des agents d'Hitler et de Franco ». Voir Katia Landau, "Stalinism in Spain", *Revolutionary History*, Vol. 1, n°2, été 1988 (version internet) et ibid.

<sup>78</sup> Voir ALJA-FPI, 445-2, *Informe n°40*, 29 août 1937 et M. Casanova, op. cit., pp. 120-124, même si elle apporte peu d'éléments concrets.

<sup>79</sup> Il lui fut répondu, le 10 octobre, dans les termes suivants : « Madame, J'ai l'honneur de vous communiquer qu'en vertu de l'enquête officielle du chef de la sécurité dont le ministère de l'Intérieur nous a informé, votre frère, Erwin Wolf, a été en prison, arrêté pour activité subversive. Il a été mis en liberté le 13 septembre 1937 » Cité dans K. Landau, op. cit. Voir aussi le témoignage de Pavel et Clara Thalmann, *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid-Barcelone-Paris*, Paris, 1997, pp. 148-189.

<sup>80</sup> ALJA-FPI, 448-3, op. cit., 27 avril 1938.

dernier « ne donnait pas l'impression d'avoir appartenu à l'appareil, mais plutôt de vouloir encourager sa carrière grâce à l'affaire Landau » ; peut-être même croyait-elle que « quelqu'un de la GPU avait quelque chose le concernant, mais qu'il avait été disculpé parce qu'il avait des appuis haut placés »<sup>81</sup>. Quoi qu'il en soit, la réalité de sa présence en Espagne et ses agissements funestes étaient suffisamment attestés pour que la direction de *Neu Beginnen* s'en inquiétât ; c'est donc très logiquement que le groupe décida de se séparer de lui à l'automne 1937, non sans avoir obtenu la garantie que le travail de renseignement pour la légation espagnole ne serait pas remis en cause<sup>82</sup>. Ironie du sort, Leopold Kulcsar allait lui-même mourir dans des circonstances étranges, le 24 janvier 1938, officiellement d'urémie, et plus probablement victime des purges stalinienne qui touchaient alors de plus en plus de cadres communistes<sup>83</sup>.

La disparition de Leopold Kulcsar eut finalement moins de conséquence que le déménagement du gouvernement, le 31 octobre 1937, de Valence à Barcelone. Rendu nécessaire par le pouvoir accru de la *Generalitat*, qui constituait, à bien des égards, un « État dans l'État », et par la disjonction des pouvoirs, depuis que la présidence de la République avait élu domicile au Palais de Pedralbes, à Barcelone<sup>84</sup>, ce nouveau transfert impliquait une fois encore la désorganisation de l'appareil administratif et l'impossibilité pour le SIDE de fonctionner normalement. Seul avantage peut-être, la localisation de la capitale catalane, plus proche de la frontière française, était susceptible de raccourcir la transmission des rapports de quelques heures, voire d'un ou deux jours. Entretemps, le travail de renseignement au service de la légation de Prague se poursuivait avec la même intensité et la volonté affichée d'accroître l'efficacité du réseau. Cela se note notamment par la multiplication des rapports d'agents, ainsi que par l'effort de traduction réalisé pour le compte de la République

---

<sup>81</sup> K. Landau, *ibid.*

<sup>82</sup> H. Mehringer, *op. cit.*, p. 148.

<sup>83</sup> G. Howson, *op. cit.*, p. 227, note n°29. En dépit de certaines inexactitudes, G. Howson évoque le cas intéressant d'Ilse Kulcsar, qui abandonna son mari pour un Espagnol, Arturo Barea, que par la suite elle épousa. Existe-t-il un lien entre ce fait et sa dénonciation comme arriviste et espion fasciste, c'est-à-dire trotskyste ? Cela est fort possible sachant qu'Ilse Kulcsar était et demeura profondément communiste, et à cette date clairement stalinienne. On peut se reporter par curiosité au fascicule qu'Ilse Kulcsar publia en 1930 sous le titre : *Die Großmächte der Finanz und Industrie. Konkurrenz und Monopol im modernen Kapitalismus*, Wien, 39 p. Sur les purges voir le cas exemplaire de Willi Münzenberg dans *Willi Münzenberg 1889-1940. Un homme contre*, Colloque international d'Aix-en-Provence, Aix-en-Provence, 1993, pp. 135-171.

<sup>84</sup> H. Thomas, *op. cit.*, pp. 589-594 ; J-F. Berdah, *op. cit.*, p. 375-376. Peu de temps après son installation à Barcelone, le 20 mai, Manuel Azaña écrit : « Ici, il ne reste rien : ni gouvernement, ni partis, ni autorités, ni services publics, ni force armée ; rien n'existe. C'est surprenant que Barcelone se réveille chaque matin et que chacun vaille à ses occupations. L'inertie. Personne n'est obligé à rien, personne ne peut ni ne veut exiger de l'autre aucune obligation. Hystérie révolutionnaire qui passe des mots aux actes pour assassiner et voler ; incapacité des gouvernants, immoralité, lâcheté et tirs de pistolet d'un syndicaliste contre un autre, suffisance des arrivistes, insolence des séparatistes, déloyauté, dissimulation, verbiage de vaincus, exploitation de la guerre dans le but de s'enrichir, refus de l'organisation d'une armée... ». M. Azaña, *op. cit.*, p. 575.

espagnole, à l'image des rapports de fin d'année dactylographiés en français, langue plus accessible aux secrétaires espagnols<sup>85</sup>. Cet effort est également perceptible dans la densité croissante des dossiers d'information rédigés par Jiménez de Asúa et ses collaborateurs entre le début de l'année 1937 et la fin de l'année 1938, soit au total 76 compte-rendus, preuve que le service de Prague n'avait pas été profondément affecté par la mort de sa cheville ouvrière<sup>86</sup>. Les problèmes quotidiens demeuraient toutefois immenses en raison d'une situation financière très fluctuante qui compromettait la situation économique de la légation. C'est de façon insistante que Jiménez de Asúa s'adresse à son ministre pour réclamer les fonds nécessaires au fonctionnement de la légation et à la poursuite des missions de renseignement, comme c'est le cas en avril 1938 lorsqu'il exige que « l'on se décide une fois pour toutes » à « envoyer ou pas les 200 000 pesetas or qui manquent au crédit concédé en décembre pour les dépenses du Service d'Information »<sup>87</sup>.

Les raisons d'une telle activité étaient directement liées à l'évolution de la politique européenne au printemps 1938, principalement en Allemagne où d'importants changements, susceptibles d'affecter le cours de la guerre en Espagne, avaient eu lieu. Le premier d'entre eux, et non des moindres, était lié à la crise interne qui se produisit à la tête du commandement militaire allemand, le 4 février 1938, suite à la démission forcée des deux plus hauts responsables de la *Wehrmacht*, le *Generalfeldmarshall* von Blomberg et le général von Fritsch. Ces derniers ne cachaient pas depuis longtemps leur opposition à l'unification des forces armées, inévitable depuis l'affirmation de la *Luftwaffe* et l'influence croissante de son "mentor", Hermann Goering, pas plus que leurs critiques à l'égard de la politique hitlérienne, jugée trop aventureuse<sup>88</sup>. Cet épisode, très documenté, confirmait la mainmise croissante du *Führer* sur l'armée et d'une certaine façon un "retournement de situation" (*Umkehrung*) par rapport aux événements du 30 juin 1934 qui avaient vu triompher l'Armée sur le Parti<sup>89</sup>. Était-ce une coïncidence si dans le même temps se confirmait l'intensification de l'engagement allemand en Espagne, si l'on observait la présence croissante des "pionniers" allemands sur le front de Teruel, s'il était question des "prochaines intentions de la politique allemande" ; en clair, des ambitions expansionnistes d'Hitler en Europe centrale après

<sup>85</sup> AMAE, RE 64 C88-89, *Rapports n°327 à 370*, 3-24 novembre 1937. Mais peut-être ces rapports ont-ils été traduits à la légation, comme le laisserait entendre la typographie et la présentation assez différentes.

<sup>86</sup> Si le premier rapport était long de 8 pages, le dernier, en date du 11 décembre 1938, comptait pas moins de 48 feuillets dactylographiés.

<sup>87</sup> ALJA-FPI, 448-1, *Informe n°61*, 22 avril 1938. Et d'ajouter plus loin : « Cette question [l'argent], qui a déjà mis ma patience à bout, je suis certain qu'elle va en finir avec ma santé ».

<sup>88</sup> Sur ce point voir Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette, *Ursachen und Voraussetzungen des Zweiten Weltkrieges*, 1989, pp. 599-611.

<sup>89</sup> AMAE, RE64 C91, *Bericht n°79 ; Bericht n°82 ; Bericht n°93 ; Bericht n°104*, 4, 7, 11 et 16 février 1938

l'*Anschluss*<sup>90</sup> ? L'autre événement résultait de la crise politique que traversa le gouvernement français en mars 1938, au moment même où l'Allemagne s'emparait de l'Autriche. Pour le gouvernement Negrín, profondément affligé par l'abandon de Teruel, le 22 février, et le bombardement incessant des populations civiles par l'aviation franquiste, le retour au pouvoir de Léon Blum ne pouvait avoir que d'heureuses conséquences, quand bien même l'expérience douloureuse des mois d'août et septembre 1936 avait refroidi l'enthousiasme général vis-à-vis du Front populaire français<sup>91</sup>. Chacun était convaincu, en effet, que tout devait être tenté pour obtenir une inflexion de la politique française en faveur de la République ; c'est pourquoi toutes les mesures furent prises pour communiquer à Léon Blum les renseignements en possession des services d'information républicains. Il est fort probable que les données recueillies à Prague et transmises au Service d'Information de l'État Major (SIEM), directement sous les ordres de Negrín depuis le remaniement ministériel du 26 février, furent évoquées lors des discussions que les deux chefs de gouvernement échangèrent à Paris du 12 au 14 mars<sup>92</sup>. Comment sinon expliquer la convocation secrète du Comité de Défense Nationale dès le lendemain et la motion défendue par Blum visant à intervenir militairement en Espagne au cas où Franco refuserait de prendre congé des forces étrangères combattant à ses côtés<sup>93</sup> ? On le sait, les oppositions au sein du cabinet et dans l'opinion, qui eurent vent de ce projet grâce à la presse, eurent cependant raison de cet ultimatum et du ministère lui-même quelques semaines plus tard, les 7-8 avril 1938, ouvrant du même coup la voie à une politique d'abandon de la République espagnole<sup>94</sup>.

Le remaniement ministériel de février eut aussi une conséquence directe pour le SIDE avec le remplacement au ministère d'État de Giral et le retour d'Álvarez del Vayo. Cette décision, arrêtée par Negrín, ainsi que l'éviction d'Indalecio Prieto à la Défense, provoqua la fureur de Manuel Azaña, mais s'imposait comme une mesure salubre étant donné le caractère timoré de Giral et la nécessité de dynamiser l'action diplomatique dans un contexte particulièrement contraire aux armes de la République<sup>95</sup>. Bien que l'action du ministre fut immédiatement accaparée par la scène genevoise, son attention pour les questions de renseignement n'avait pas faibli, comme devait bientôt le démontrer l'ordre verbal donné à la

<sup>90</sup> AMAE, RE64 C91, *Bericht n°95* ; *Bericht n°105* ; *Bericht n°109* ; *Berichte n°113-116*, 11, 17, 18, 22, 23 et 25 février 1938 ; RE64 C92, *Bericht n°176*, 23 mars 1938.

<sup>91</sup> Voir J-F. Berdah, op. cit., pp. 216-223, 376-381.

<sup>92</sup> Ibid. pp. 381-382.

<sup>93</sup> Il s'agissait ni plus, ni moins que d'un ultimatum : « Si, dans les vingt-quatre heures, vous n'avez pas renoncé à l'appui des forces étrangères, la France reprend sa liberté d'action, et se réserve de prendre elle-même toutes mesures d'intervention qu'elle jugera utiles ». Cité dans Jean Lacouture, *Léon Blum*, 1977, Paris, p. 376.

<sup>94</sup> Voir J-F. Berdah, op. cit., pp. 382-428.

<sup>95</sup> Ibid. p. 384 ; Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Barcelone, 1977, pp. 395-401.

direction du SIDE visant à évaluer l'action du Service d'Information<sup>96</sup>. Le bilan confidentiel remis le 27 avril, intitulé *Bases pour la création d'un service réservé d'information à l'étranger dépendant du ministère d'État (Son organisation et activités possibles)*, n'était guère flatteur pour le service. On y soulignait les « conditions de véritable anarchie dans lesquelles la quasi totalité des services d'information dépendant des légations, des consulats et des ambassades fonctionnent à l'heure présente, et la méconnaissance que la Section d'Information du ministère d'État possède de son organisation ». Il apparaissait tout aussi évident que le Cabinet politique n'avait jamais fonctionné et que la Section d'Information jouissait d'une « indépendance absolue », en vertu de quoi celle-ci se contentait de transmettre les rapports à l'autorité supérieure, c'est-à-dire au sous-secrétaire ou au ministre lui-même. La conclusion qui s'imposait était une « réorganisation complète du service d'information confidentielle à l'étranger » conformément à un certain nombre de critères, notamment la centralisation des renseignements et une coordination optimale des différents services avec le ministère, là notamment où les « nécessités primordiales de la guerre » étaient les plus vives, à savoir « la France, l'Afrique du Nord, la Tchécoslovaquie et la Suisse »<sup>97</sup>. Il est révélateur de souligner, à ce propos, que le seul élément positif de tout le rapport touchait à l'action du service de Prague. Si la Section d'Information n'avait aucune idée du travail réalisé à Paris, mais estimait par ailleurs « qu'il a été nul », et considérait qu'aucun membre des représentations consulaires en Afrique du Nord n'était apte à l'action confidentielle, celle-ci ne tarissait pas d'éloges sur le travail accompli par la légation. Comme nous l'avons déjà dit, le Service de Prague était non seulement le plus utile, mais aussi le plus efficace des services ; il était donc impératif qu'il continue « de fonctionner, de corriger les défauts dont il pourrait souffrir et d'essayer atteindre le rendement maximal des fonds qu'on lui envoie »<sup>98</sup>.

Suivant les recommandations du ministère, Jiménez de Asúa établit un bilan circonscrit et détaillé de l'action de renseignement en Tchécoslovaquie en octobre 1938<sup>99</sup>.

<sup>96</sup> ALJA-FPI, 448-3, op. cit., 27 avril 1938. La décision en fut prise à l'occasion du rapport liminaire remis au ministre, le 13 avril 1938. AMAE, RE 96 C1, Pliego 8, *Informe para el Ministro de Estado, sobre la labor dela Sección de Información*, 13 avril 1938.

<sup>97</sup> ALJA-FPI, 448-3, ibid. et J-F. Berdah, op. cit., pp. 339-340.

<sup>98</sup> ALJA-FPI, 448-3, ibid.

<sup>99</sup> Concernant l'Allemagne, le constat était particulièrement clair : « Concernant l'Allemagne, le constat était particulièrement clair : « La branche allemande du Service d'Information était déjà soigneusement organisée à Prague. Alors il ne lui faut pas trop de réformes organisatoires (sic). Il faut seulement changer essentiellement les méthodes de travail de la succursale à Prague. À cause de la situation changée en Tchécoslovaquie, il faut séparer l'activité de Service de l'activité de la Légation et la protéger par des précautions conspiratives (sic). En outre, nous sommes en train de créer de nouvelles sources d'information. En Suisse notre agent R-8 est entré en rapport avec un groupe allemand oppositionnel (sic) se composant de hauts officiers de l'armée et de hauts fonctionnaires du parti national-socialiste. À Paris, l'agent I-7 négocie avec une organisation allemande catholique qui est excellemment renseignée des événements en Allemagne. Nous espérons de même de pouvoir



La rédaction tardive du rapport s'explique par les missions dont il fut chargé au nom du gouvernement de Barcelone à Paris et à Genève, et par l'aggravation des tensions en Europe centrale durant le mois d'août<sup>100</sup>. En effet, la crise tchécoslovaque ne tarda guère à éclater du fait des menaces allemandes, avec pour conséquence la démission du gouvernement Hodža et la signature des accords de Munich, le 30 septembre 1938. Compte tenu des perspectives incertaines offertes par la nomination à Prague du gouvernement Syrový<sup>101</sup>, on jugea préférable de garder Jiménez de Asúa à Paris, sachant qu'il pouvait compter sur le dévouement de ses secrétaires, Diego Martínez de Aragón et Francisco Ayala, en poste à Prague depuis février et juin 1937, ce dernier ayant été de surcroît son étudiant à la faculté de droit de Madrid<sup>102</sup>. La nouvelle situation politique tchécoslovaque créait néanmoins une grande incertitude quant aux possibilités d'action futures de la légation et menaçait directement la survie du réseau d'agents qui opéraient à son service. Déjà l'annexion de l'Autriche avait entraîné le transfert à Paris de la direction du SOPADE ; qu'en serait-il désormais de l'action de renseignement en Europe centrale si la Tchécoslovaquie devait être démantelée ou pire si elle disparaissait sous la pression conjuguée de l'Allemagne et de la Pologne<sup>103</sup> ? Dans ces circonstances, il ne restait plus qu'à avertir le personnel de la légation de se tenir « prêt, y compris à quitter le pays, à la suite du gouvernement tchèque, et à détruire les codes secrets en cas de nécessité ». Dès cet instant, une grande partie des dossiers confidentiels et la comptabilité furent transférés à Paris, et il fut convenu de rendre leur liberté aux fonctionnaires qui ne dépendaient pas du ministère d'État, en particulier Luis Álvarez del Vayo, le frère du ministre, et l'attaché commercial Vásquez Torres<sup>104</sup>. De même, une vaste opération de transfert fut menée d'abord vers Paris, puis vers Genève, en raison des menaces

---

collaborer avec un mouvement conspirative tchèque qui se formera, sans doute, à la longue et qui travaillera aussi en première ligne contre l'Allemagne ». ALJA-FPI, 448-4, *Plan d'organisation de la section européenne du Service d'Information*, sans date. Voir aussi J-F. Berdah, op. cit., p.340.

<sup>100</sup> De longues négociations dans le but d'acheter des armes aux usines de Brno l'obligèrent à demeurer en Tchécoslovaquie jusqu'au mois d'août 1938. Après un entretien avec Beneš, le 24, il prit le parti de quitter Prague, chose qui fut on ne peut plus compliquée puisque l'interdiction de survol de l'Allemagne l'obligea à transiter par Varsovie, Helsinki, Stockholm, Oslo, Anvers et Paris où il n'arrive que le 6 septembre.

<sup>101</sup> « Tous, y compris à Prague, croyaient que le cabinet présidé par le Général Sirovy était le ministère de la résistance et de l'héroïsme. En réalité, comme je vous l'ai dit à Genève, il était le gouvernement de la capitulation et de l'abandon ». ALJA-FPI, 448-2, *Informe n°76*, 11 décembre 1938

<sup>102</sup> Il insistera du reste dans son rapport pour souligner la conduite exemplaire de Martínez de Aragón et des fonctionnaires de la Légation. ALJA-FPI, 448-2, op. cit.

<sup>103</sup> Le SOPADE décida effectivement de transférer son siège à Paris en mars 1938. *Neu Beginnen* ne franchira le pas qu'au lendemain des accords de Munich, en octobre 1938. H. Mehringer, op. cit., pp. 151-164.

<sup>104</sup> ALJA-FPI, 448-2, op. cit., 7-11 décembre 1938.

qui pesaient sur le service d'information, en particulier pour les agents tchèques et allemands de plus en plus soumis, mais très discrètement, à la surveillance de la Gestapo<sup>105</sup>.

L'idée de fusionner l'ensemble des services d'information à Genève sous la direction de Jiménez de Asúa résultait d'un constat logique. Comment ne pas voir, en effet, que « le développement atteint par la Section d'Information et l'expérience acquise en un an et demi de fonctionnement » conseillaient « l'établissement d'une direction immédiate, unique pour tous les services d'Europe », et donc la nomination « d'une personne d'autorité et de prestige, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne, qui soit capable d'assumer, en accord avec la Section d'Information du Ministère, la direction de tous les services d'Europe »<sup>106</sup> ? Les immenses services rendus à la tête de la légation de Prague et à Genève, ainsi que les événements de Tchécoslovaquie, qui rendaient inutile tout retour dans ce pays, finirent de convaincre le chef du SIDE, Anselmo Carretero, de nommer Jiménez de Asúa à Genève, officiellement comme délégué permanent de l'Espagne à la SDN, avec pour tâche délicate d'absorber le service du ministre de Berne, Fabra Ribas, très critiqué pour son inefficacité, et dont le départ était posé comme une condition préalable<sup>107</sup>. Après beaucoup d'hésitation et de longues semaines de démarches à Paris auprès de Léon Blum, Vincent Auriol et Georges Bonnet, Jiménez de Asúa accepta enfin de prendre en charge l'organisation centralisée des services d'information, le 11 novembre, considérant que là était son devoir. Curieusement, le ministère d'État interféra dans cette décision quelques jours plus tard en lui proposant l'ambassade d'Espagne à Mexico, proposition qu'il rejeta de la façon la moins équivoque, le 23 novembre<sup>108</sup>.

<sup>105</sup> « J'ai parlé avant-hier avec Aragon et j'ai reçu deux lettres de sa part (...) Celui-ci a dit que le moment était déjà d'une gravité extrême. La Gestapo opère à Prague et a tout envahi (...) Partir en avion est peut-être déjà impossible. La route Roumanie-Russie n'est déjà plus utilisable. La sortie par le chemin de fer de Tchécoslovaquie vers Bucarest est coupée en amont et en aval. Il n'y a plus guère de solution que l'automobile ». ALJA-FPI, 448-4, *Rapport n°1 de Jiménez de Asúa (Paris) à Álvarez del Vayo*, 18 octobre 1938.

<sup>106</sup> ALJA-FPI, 448-3, *Lettre d'Anselmo Carretero à Fabra Ribas (Berne)*, 11 octobre 1938.

<sup>107</sup> ALJA-FPI, 448-3, op. cit., 13 et 27 avril 1938. Anselmo Carretero prend bien soin d'insister auprès de Fabra Ribas sur son retrait complet du service de renseignement au profit de Jiménez de Asúa : « Cette légation se déchargera ainsi du Service d'Information, ce qui ne supposera pas seulement un allègement de votre travail, mais aussi l'occasion de vous libérer d'activités qui pourraient porter préjudice au bon développement de votre tâche diplomatique ». ALJA-FPI, 448-3, *Note n°65 du ministère d'État à Fabra Ribas*, 16 octobre 1938. Sa réponse assez tardive témoigne de son refus de céder ses prérogatives. Voir ALJA-FPI, 448-3, *Contestación a la nota num. 65*, 25 décembre 1938.

<sup>108</sup> « Si au lieu de me demander de devenir chargé d'affaires à Prague, à la fin du mois de septembre 1936, vous m'aviez offert un poste diplomatique en Amérique latine, il est très probable que j'aurais préféré ce dernier. Mes connaissances en politique internationale ne dépassaient guère celles d'un homme doué d'une culture moyenne et ma connaissance des travaux diplomatiques était nulle (...) Mais en septembre 1936, il n'y avait pas lieu de choisir et j'ai accepté, en dépit de l'humilité du poste - et précisément pour cela - la charge de chargé d'affaires en Tchécoslovaquie (...) Si j'étais vaniteux, le titre d'ambassadeur comblerait mon orgueil ; si j'étais avare, le salaire meilleur, dans un pays de vie modique, me donnerait la possibilité d'épargner ; si j'étais ami de la facilité, le travail d'orateur et de propagandiste - seul faisable dans les pays d'Amérique latine -, auquel je suis habitué en

Durant les semaines et les mois suivants, Jiménez de Asúa s'efforça par tous les moyens de maintenir et même de développer l'action de renseignement au service de la République. Preuve en est la fréquence et l'intérêt des comptes-rendus en provenance d'Allemagne jusqu'au 31 décembre 1938, date du dernier rapport trouvé dans les archives : aux rapports sur l'intervention militaire, qui se poursuit en Espagne, s'ajoutent des fiches personnelles d'officiers de premier plan ou des descriptions de la situation politique et militaire en Europe orientale<sup>109</sup>. Preuve en est également la régularité et l'ampleur du travail réalisé à Genève par le "délégué permanent" de l'Espagne du 4 décembre 1938 au 19 janvier 1939, c'est-à-dire une semaine juste avant l'abandon de Barcelone aux forces nationalistes<sup>110</sup>. Qu'advint-il des agents allemands, autrichiens et tchécoslovaques au service de la République en 1939 ? Qu'advint-il de Jiménez de Asúa ? On sait que les premiers, en tout cas ceux qui restèrent à l'est, subirent durement la répression nazie, mais qu'ils continuèrent leur action de renseignement tout le long de l'année 1939 et durant les premiers mois de l'année 1940<sup>111</sup>. Les autres trouvèrent refuge en France, mais le havre de paix qu'ils croyaient trouver se transforma bientôt en cauchemar, à l'image d'Arthur Koestler, qui travailla pour l'Espagne à Paris, qui découvrit en septembre 1939 la réalité du camp de concentration du Vernet, en Ariège<sup>112</sup>. Certains purent s'établir à Londres, à l'automne 1939, à l'exemple de Knoeringen et son épouse, mais ce fut une minorité. Quant à Jiménez de Asúa, que rien ne prédestinait à une carrière politique, et moins encore à diriger un service de renseignement, il s'illustra dans les derniers mois de la guerre au service de la République, étant officiellement depuis 1936 vice-président des Cortes, avant de s'exiler en Argentine en 1939 où il redevint professeur de

---

tant qu'universitaire et homme politique, serait facile et me vaudrait des heures de congé ; et finalement, si j'étais tiède dans la certitude de notre victoire, le fait de demeurer au Mexique me permettrait, étant donné que mon nom est connu et apprécié là-bas, de travailler à un poste de professeur en vue d'un désastre futur auquel je ne pense jamais (...) Mais (...) il y a, à mon sens, des raisons plus puissantes qui me poussent à décliner cet honneur insigne. Durant ces deux années au cours desquelles je suis resté à Prague, j'ai appris tout ce que j'ignorais sur la politique internationale. Je me trouve aujourd'hui avec une somme d'expérience et de connaissances qui ne seraient d'aucune utilité à Mexico. Je ne crois pas que l'Espagne regorge d'hommes parlant plusieurs langues et qui possèdent une préparation à la politique européenne pour que l'on envoie un de ceux qui possèdent ces langues et ces compétences dans un pays où elles sont parfaitement inutiles. Cela reviendrait à stériliser l'effort accompli durant des années. En raison de tout ce que je viens de vous dire, je décline le poste offert par vous. Je préfère travailler en Europe et si cela est possible, stérilité pour stérilité, il me serait préférable de demeurer à Barcelone que de traverser l'Atlantique ». ALJA-FPI, 448-2, op. cit., 11 décembre 1938.

<sup>109</sup> AMAE, RE65 C101, *Bericht n°853*, "Die nächsten aussenpolitischen Pläne", 15 novembre 1938 ; RE65 C101, *Berichte n°860-864*, "Halder, Franz", "Fedor von Bock", "Wilhelm Keitel", "Ernst Udet", "Erhard Milch", 22 novembre 1938 ; RE65 C102, *Bericht n°960*, "Die Lage im Osten. Die deutschen Pläne", 15 décembre 1938.

<sup>110</sup> AMAE, RE63 C66-85, *Informes n°2-10*, 4 décembre 1938-19 janvier 1939.

<sup>111</sup> Voir *Deutschland-Berichte der SOPADE, 1939 et 1940* (Sixième et septième année), Salzhausen/Francfort, 1980, 1081 et 605 p.

<sup>112</sup> Voir son témoignage dans Arthur Koestler, *La lie de la terre*, Paris, 1946 et Gilbert Badia (Dir.), *Les barbelés de l'exil. Études sur l'émigration allemande et autrichienne (1938-1940)*, Grenoble, 1979.

droit pénal. Le combat qu'il mena avec le soutien du groupe *Neu Beginnen* et des agents recrutés à Prague n'eut, on le sait, qu'une portée très réduite. Il ne suffisait pas d'accumuler les preuves de l'intervention allemande en Espagne ou des préparatifs expansionnistes du Troisième Reich, ni de les transmettre à Londres, Paris et Genève pour que la Société des Nations fût amenée aux révisions déchirantes qui s'imposaient, à savoir la remise en question de la politique d'apaisement et l'application stricte des principes de la sécurité collective. Tout au plus put-il se dire, comme au moment d'écrire les dernières lignes de son dernier rapport :

« Ici, comme auparavant à Prague et comme en tout autre endroit, je travaillerai sans repos, avec le plus grand dévouement, pour le triomphe du peuple espagnol, dont le temple héroïque n'a point d'équivalent dans cette Europe effrayée »<sup>113</sup>.

---

<sup>113</sup> ALJA-FPI, 448-2, op. cit., 11 décembre 1938.

## Orientation bibliographique

*Deutschland-Berichte der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (Sopade), 1934-1940*, Verlag Petra Nettelbeck, Zweitausendeins, Salzhausen-Francfort, 7 volumes, 1980.

Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances*, Berg International, Paris, 2000, 451 p.

Broué Pierre et Témime Émile, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1961, 542 p.

Broué Pierre, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, Paris, 1993, 365 p.

Casanova Marina, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Biblioteca Diplomática Española, Sección Estudios 13, Madrid, 1996, 331 p.

Deist Wilhelm, Messerschmidt Manfred, Volkmann Hans-Erich et Wette Wolfram, *Ursachen und Voraussetzungen des Zweiten Weltkrieges*, Militärgeschichtlichen Forschungsamt, Freiburg, 1979 ; Fischer Taschenbuch Verlag, Francfort, 1989, 954 p.

Droz Jacques, *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, La Découverte, Paris, 1985, rééd. 2001, 318 p.

Frei Norbert, *L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Éditions du Seuil, Paris, 1994, 369 p.

Howson Gerald, *Armas para España. La historia no contada de la Guerra Civil española*, Ediciones Península, Barcelone, 1998, 450 p.

Löwenheim Walter, *Geschichte der Org (Neu Beginnen) 1929 - 1935. Ein zeitgenössisches Zeugnis* (présentation de Jan Foitzik), Edition Hentrich, Berlin, 1995, 213 p.

Mehringer Hartmut, *Waldemar von Knoeringen. Eine politische Biographie. Der Weg vom revolutionären Sozialismus zur sozialen Demokratie*, K.G. Saur, Munich, 1989, 529 p.

Orwell George, *Hommage à la Catalogne*, Éditions Champ Libre, Paris, 1984, 294 p.

Schmädeke Jürgen et Steinbach Peter (Dir.), *Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus. Die deutsche Gesellschaft und der Widerstand gegen Hitler*, Piper, Munich, 1994, 1185 p.

Thomas Hugh, *La guerre d'Espagne (juillet 1936-mars 1939)*, "Bouquins", Robert Laffont, Paris, 1985, 1026 p.

Zugazagoitia Julián, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Crítica, Barcelone, 1977, 618 p.

zur Mühlen Patrick von, *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im spanischen Bürgerkrieg, 1936 bis 1939*, Dietz, Bonn, 1983, 372 p.

